



Monsieur le Président,

Aujourd'hui, 30 novembre 2021, vous avez convié les élus du personnel à un CTSD.

À l'ordre du jour comme points d'information, vous voulez aborder :

- Télétravail et Brexit qui ont fait l'objet de GT les 17 et 25 novembre derniers.
- Situation sanitaire qui fait l'objet d'une information hebdomadaire.
- Transferts de fiscalités, point pour lesquels les organisations syndicales ont largement exprimé leur désaccord.
- Présentation des DUERP et PAP qui ont fait l'objet d'un vote au niveau des CHSCT.

Vous vous demandez, peut-être, pourquoi relater un ordre du jour dans une liminaire.

La raison est toute simple, nous voulons insister sur le fait que malgré nos nombreuses divergences, nous tentons de dialoguer.

Mais ce constat sur les Hauts de France ne semble pas être celui au niveau national, tant à la direction générale, qu'au ministère.

Les dernières rencontres en attestent. Sans parler du mépris de notre ministre lors du dernier CTM.

C'est pour ces raisons que nos organisations nationales sont de plus en plus en froid avec nos dirigeants et font l'amer constat d'un dialogue social complètement bafoué.

Vendredi 26/11 au soir, notre directrice et notre ministre ont eu une lueur de lucidité par rapport à cette situation qui pourrait générer un nouveau conflit. Notre directrice a annoncé aux OS nationales que le ministre les recevrait le 1/12 et qu'elle souhaitait reporter le CTR de 2/12.

Malgré cette nouvelle de dernière minute, nous restons mobilisés et nous avons décidé de boycotter le comité technique du jour.

Par cette action, nous voulons également dénoncer :

- les restructurations en cours et à venir liées aux transferts des fiscalités.
- le manque d'effectifs criant sur l'ensemble de la DI, entraînant des conditions de travail déplorables notamment pour les agents directement impactés par le Brexit
- l'absence de réelles avancées en qui concerne l'immobilier.
- la gestion du télétravail expérimentale et arbitraire frôlant la sortie de piste.

Il est grand temps que l'Administration prenne conscience de la lassitude des agents devant un tel immobilisme.

L'intersyndicale des Hauts-de-France (CFDT/CFTC, CGT, USD-FO et UNSA).